



**LA RÉ OUVERTURE DU PÔLE
MATERNITÉ/CHIRURGIE/MÉDECINE VAUBAN
A LIVRY-GARGAN
NE DEPEND QUE DE VOUS
LETTRE OUVERTE**



A

Madame Catherine VAUTRIN
Ministre du travail, de la Santé et de la Solidarité,

Monsieur Frédéric VALLETOUX,
Ministre délégué auprès de la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités,
chargé de la Santé et de la Prévention

Monsieur Laurent GUILLOT
PDG d'EMEIS
(ex. ORPEA)

Madame la Ministre du Travail, de la Santé et de la Solidarité,
Monsieur le Ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention,
Monsieur le Président directeur général,

Depuis juillet 2024, l'ARS a fermé l'établissement VAUBAN SANTE, détenu par le groupe AVEC, dont le patron-voyou, Bernard BENSARD, a défrayé la chronique et spolié de nombreux sites de santé, au détriment des patients et de l'emploi des salariés.

La mobilisation des personnels et des usagers a permis de réunir l'ensemble des expressions politiques et notamment le Maire de Livry-Gargan Pierre Yves MARTIN (Horizon), et le député (NUPES) Jérôme LEGAVRE pour un rendez-vous auprès des conseillers du ministère de la Santé.

Il en est sorti la convocation **d'une table ronde en mairie de Livry-Gargan**, où nous n'avons pas été invités malgré nos demandes et l'implication de notre organisation et des personnels dans la rédaction d'un projet alternatif de reprise.

Pour autant, cette réunion du 6 mars 2024 a conclu à la nécessité de ré ouvrir cet établissement sous l'égide du Groupement Territorial Hospitalier (GHT) de secteur (Aulnay/Montfermeil/Montreuil). Les « consultations non programmées » toujours en activité au sein de la Clinique devaient se poursuivre jusqu'à la ré ouverture.

Or, contrairement aux engagements pris, le liquidateur a « expulsé » le seul médecin qui assurait toujours ces consultations dites d'urgence. Ainsi 300 patients/semaine sont maintenant privés d'un généraliste, alors que la Seine Saint Denis est qualifiée par tous les observateurs, de désert médical avancé !

Cet établissement est désormais vide. C'était semble t-il la condition exigée pour rendre au propriétaire ORPEA devenu EMEIS les clés du site. C'est du moins l'argument du liquidateur.

[Tapez ici]

Donc, aujourd'hui, le site est libre et le propriétaire doit indiquer ce qu'il entend faire de ces locaux, consacrés depuis plus de 60 ans aux activités médicales. Plus rien ne s'oppose à la reprise en direct des « consultations non programmées » en attendant la réouverture, avec une convention d'occupation entre EMEIS et le médecin.

Madame la Ministre, il vous revient de donner le « la » pour rendre aux habitants de cette partie de Seine Saint Denis, la maternité, la chirurgie et les « consultations non programmées » dont ils ont tant besoin. Les maternités du secteur (Montfermeil et Aulnay) sont totalement saturées et refusent les mamans avec tous les risques que cela engendrent. La clinique était le 2ème centre d'IVG du département. A quoi bon prôner le droit des femmes à disposer de leur corps et d'encenser Simone Weil si l'on ferme les centres. Enfin, les services d'urgences sont bondés, les habitants ne trouvent plus de médecins traitants, alors que les « consultations non programmées » jouaient ce rôle de relais et recevaient 25 000 patients par an avec 2 généralistes qui se relayaient avec leurs remplaçants. Les fermer relève du désastre.

Les jeux olympiques vont sans aucun doute amplifier les besoins et cet établissement peut contribuer à y répondre car il est immédiatement opérationnel. Médecins et personnels se sont déclarés prêts à venir y travailler. Rien ne s'oppose plus à la reprise.

La Caisse des dépôts et consignations (CDC), désormais actionnaire principale et majoritaire d'EMEIS peut assurer le financement dans le cadre de ses missions d'intérêt général.

Dans une interview donnée à BFM TV, Monsieur GUILLOT, vous avez confié avoir quitté Saint Gobain pour rejoindre la direction d'ORPEA, entreprise à la dérive (4 milliards de perte) pour appliquer plusieurs principes dont le « rôle sociétal de l'entreprise et le meilleur traitement possible des salariés ». Vous avez ici l'occasion de réaliser vos objectifs. Remettre en route cet établissement, dans le cadre d'une gestion publique sous l'égide du Groupement Territorial Hospitalier peut devenir une réalité. Les services publics et ceux de la CDC savent faire.

Le Groupe AVEC avait racheté la clinique pour la somme dérisoire de 200 000 € en 2013. Il est évident qu'au regard des sommes colossales mises par l'Etat et la CDC pour « sauver » ORPEA, la mise en état des locaux pour la réouverture immédiate du site de Vauban, ne posera aucune difficulté pécuniaire.

Il s'agit bien, ici, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre délégué, de savoir si vous entendez répondre aux besoins de notre population, des malades et des femmes enceintes.

Il s'agit de gérer un risque sanitaire, qui va s'accroître si cet établissement ferme définitivement.

La prochaine table ronde devrait se tenir fin avril. C'est demain. Nous demandons à y participer.

Dans l'attente de vous lire dans les meilleurs délais, soyez persuadés, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre délégué, Monsieur le Président, de notre haute considération.

Kamel BRAHMI

Secrétaire de l'Union Départementale CGT 93

Annie LEMASSON

P°/ l'Union Locale CGT Livry-Gargan

Copies : Monsieur le député, Jérôme LEGAVRE

Monsieur le maire de Livry-Gargan

Monsieur Fabien GAY, sénateur de la Seine Saint Denis

[Tapez ici]